

QUESTIONNAIRE

Concours d'accès aux cycles masters et masters spécialisés 2019-2020

Durée : 1H30

Aucun document n'est autorisé

Les réponses sont inscrites aux questions sur la fiche de réponses en fonction du déplacement des réponses aux points visés par l'usage du feutre noir à l'exception des cases correspondant aux réponses justes

Exemple : la D est la seule réponse juste de la question 4

Q4 A[] B[] C[] D[]

En dehors des cas indiqués, et sous la fiche de réponses, se fait l'inspection de la validation, la fiche griffée, l'usage d'encre, le usage des autres aspects de la règle ne sera pas noté.

Cochez les bonnes réponses

Q1. Une entreprise envisage d'externaliser sa fonction logistique pour un montant de 100 000 DDT mensuel, ce qui entraînerait le départ de trois personnes dont les charges mensuelles de personnel totalisent 120 000 DDT. Une telle décision aurait pour conséquence :

- A. une augmentation de 20 000 DDT des charges
- B. une diminution de 20 000 DDT des charges
- C. une diminution de 20 000 DDT des charges
- D. une augmentation de 20 000 DDT des charges
- E. une augmentation de 20 000 DDT des charges

Q2. Pour diminuer son besoin en fonds de roulement (BFR), il faut :

- A. augmenter les stocks, augmenter les délais de paiement clients
- B. augmenter les stocks, diminuer les délais de paiement clients
- C. diminuer les stocks, augmenter les délais de paiement clients
- D. diminuer les stocks, diminuer les délais de paiement clients

Q3. On vous communique les postes suivants (en milliers de DH) :

Matériel fixe en immobilisation : 2004
Frais de distribution : 2044
Frais de distribution : 400
Provisions pour dépréciation : 191
Frais de distribution : 180

- A. le montant de la provision pour dépréciation est de 180
- B. le montant de la provision pour dépréciation est de 191
- C. le montant de la provision pour dépréciation est de 2044
- D. le montant de la provision pour dépréciation est de 2004

Q4. Le bilan fonctionnel présente une vision de la situation financière de l'entreprise fondée sur :

- A. la vision financière
- B. la vision économique
- C. la vision comptable
- D. la vision juridique

Q5. Pour un projet d'investissement simple, la VAN et le TRI conduisent :

- A. à la même conclusion
- B. à des conclusions différentes

- C. à la même conclusion
- D. à des conclusions différentes
- E. à la même conclusion

Le besoin en fonds de roulement d'exploitation normal représente 80 jours de chiffres d'affaires hors taxes. Ainsi, le chiffre d'affaires hors taxes journalier est de 10 000 DDT. L'entreprise envisage une augmentation de 20% du chiffre d'affaires hors taxes.

Q6. Le besoin en fonds de roulement d'exploitation provisionnel sera, dans ce cas, égal à :

- A. 800 000 DDT
- B. 960 000 DDT
- C. 1 000 000 DDT
- D. 1 200 000 DDT
- E. 1 600 000 DDT

Q7. On vous communique les données suivantes relatives à un produit Reta :

Prix de vente unitaire : 20 DDT

Coût variable unitaire : 15 DDT

Fixes totaux : 2 000 000 DDT

- A. le seuil de rentabilité est de 200 000 unités
- B. les ventes doivent dépasser de 200 000 unités le seuil de rentabilité
- C. le seuil de rentabilité est de 200 000 unités
- D. les ventes doivent dépasser de 200 000 unités le seuil de rentabilité

Q8. La politique d'investissement d'une entreprise se caractérise par :

- A. la durée d'investissement, le type d'investissement, le montant de l'investissement
- B. la durée d'investissement, le type d'investissement, le montant de l'investissement
- C. la durée d'investissement, le type d'investissement, le montant de l'investissement
- D. la durée d'investissement, le type d'investissement, le montant de l'investissement

Q9. Après avoir retraité les immobilisations à l'actif, le passage du bilan comptable au bilan fonctionnel implique de retraiter le passif en :

- A. la dépréciation des immobilisations et de provision pour dépréciation
- B. la dépréciation des immobilisations et de provision pour dépréciation
- C. la dépréciation des immobilisations et de provision pour dépréciation
- D. la dépréciation des immobilisations et de provision pour dépréciation

Q10. Une entreprise voit son EBE diminuer. Parmi ces affirmations, lesquelles peuvent expliquer cette situation ?

- A. une diminution des ventes
- B. une augmentation des ventes
- C. une diminution des ventes
- D. une augmentation des ventes

Q11. Le besoin en fonds de roulement d'une entreprise :

- A. est égal à la différence entre les ressources et les emplois
- B. est égal à la différence entre les ressources et les emplois
- C. est égal à la différence entre les ressources et les emplois
- D. est égal à la différence entre les ressources et les emplois

Q12. Les ressources internes générées par l'activité de l'entreprise proviennent :

- A. De la différence entre les recettes et les dépenses
- B. De la différence entre les produits encaissables et les charges décaissables
- C. Des subventions d'investissement, des emprunts,
- D. De la différence entre les produits calculés et les charges calculées
- E. De l'augmentation de capital en numéraire

Q 13. Dans l'analyse en 3 écarts, l'écart sur prix des matières premières se calcule par :

- A. A (Quantité réelle - quantité prétable) * prix prétable
- B. B (prix réel - prix prétable) * quantité réelle
- C. C (prix réel - prix prétable) * quantité prétable
- D. D (prix prétable - prix réel) * quantité prétable

Q 14. Le coût de passation est :

- A. A calculé en pourcentage du stock moyen
- B. B le coût d'obtention des commandes
- C. C calculé par commande
- D. D d'autant plus élevé que le nombre de commande est grand

Q 15. Le stock critique est :

- A. A le niveau du stock qui déclenche la commande
- B. B le stock d'alerte
- C. C le stock de sécurité
- D. D déterminé en fonction du délai d'approvisionnement

Q 16. Le budget flexible est le budget du centre d'analyse :

- A. A établi pour l'activité réelle
- B. B établi pour l'activité normale
- C. C établi pour plusieurs hypothèses d'activité
- D. D constitue des charges directes et indirectes

Q 17. Le modèle de Wilson permet de calculer le nombre optimal de commandes à passer pour :

- A. A minimiser le coût total de stockage
- B. B optimiser le délai de livraison
- C. C constituer un stock de sécurité
- D. D minimiser le coût d'achat

Q 18. Lorsque les ventes (y) sont ajustées par une fonction exponentielle, l'équation est de la forme:

- A. $y = b \times \alpha^x$
- B. $x = b \times \alpha^y$
- C. $y = b \times x^a$
- D. $x = b \times y^a$

Q 19. L'écart global sur charges indirectes peut être égal à :

- A. A Ecart sur budget + Ecart sur activité
- B. B coût prétable de l'activité réelle - Coût réel
- C. C Coût réel - coût prétable de l'activité prétable

Q 20. 1. Laquelle, des listes suivantes, représente l'ordre dans lequel les événements énumérés ci-après interviennent dans un audit ?

1. Analyse et évaluation du contrôle interne.
2. Acceptation de la mission.
3. Tests d'obtention d'éléments probants.
4. Planification de la mission
5. Rédaction du rapport de la mission

- A. 1,2,5,4,3
- B. 3,2,4,3,1
- C. 2,5,4,1,3
- D. 2,4,1,3,5

Q 21. Comment se nomme le montant qui peut affecter la perception par l'utilisateur d'une information comprise dans les états financiers ?

- A. Risque d'audit
- B. Risque lié au contrôle
- C. Risque de non détection
- D. Seuil de signification

Q 22. indiquer quel composant du modèle du risque d'audit n'est pas contrôlé par l'auditeur

- A. Risque d'audit
- B. Risque lié au contrôle
- C. Risque de non détection
- D. Seuil de signification

Q 23. Un système de contrôle interne pertinent privilège les contrôles :

- A. Manuels
- B. Automatiques
- C. Préventifs
- D. Défectifs

Q 24. Qui a la responsabilité de mettre en place et de gérer le contrôle interne ?

- A. L'audit externe
- B. Le contrôleur de gestion
- C. Le directeur du contrôle interne
- D. Le management

Q 25. Sont, a priori, incorporables les charges suivantes :

- A. charges de personnel
- B. achats de matières premières
- C. charges exceptionnelles
- D. impôt sur les bénéfices

Q 26. Les charges prises en compte en comptabilité analytique se déterminent de la manière suivante :

- A. Total des charges de la comptabilité générale - charges non incorporables + charges supplétives
- B. Total des charges de la comptabilité générale + charges non incorporables - charges supplétives
- C. Charges d'exploitation de la comptabilité générale - charges non incorporables + charges supplétives
- D. Total des charges de la comptabilité générale - charges non incorporables - charges supplétives

Q 27. Les charges constatées en comptabilité générale et non reprises en comptabilité analytique constituent :

- A. Des charges incorporables
- B. Des charges non incorporables.
- C. Des charges indirectes
- D. Des charges supplétives

Q 28. Les charges non incorporables :

- A. ont pour effet de diminuer le résultat analytique
- B. doivent être ajoutées au résultat global analytique pour retrouver le résultat de la comptabilité générale
- C. ont pour effet d'augmenter le résultat analytique
- D. doivent être retranchées du résultat global analytique pour retrouver le résultat de la comptabilité générale

Q 29. Les charges supplétives :

- A. ont pour effet de diminuer le résultat analytique
- B. doivent être retranchées du résultat global analytique pour retrouver le résultat de la comptabilité générale

- C. l'effet d'effacement des charges, fait passer le résultat du compte de résultat de la comptabilité générale.
D. ont pour effet d'augmenter le résultat analytique.

Q 30. Le coût de production des produits finis :

- A. se compose du coût d'achat des matières premières achetées + charges directes de production + charges indirectes de production.
B. se compose du coût d'achat des matières premières achetées + charges directes de production + charges indirectes de production.
C. se compose du coût d'achat des matières premières consommées + charges directes de production + charges indirectes de production.
D. ne concerne que les entreprises qui réalisent des opérations de transformation (biens ou services).

Q 31. Les entrées en stock des produits finis s'évaluent :

- A. au coût de revient.
B. au coût de production.
C. au coût de distribution.
D. au coût d'achat.

Q 32. Le coût de revient d'un produit :

- A. représente globalement l'ensemble des coûts supportés par le produit.
B. ne constitue qu'un coût partiel du produit.
C. ne concerne que les produits vendus.
D. peut servir à fixer son prix de vente.

Q 33. Les entrées en stock des matières premières, des marchandises et des approvisionnements s'évaluent :

- A. Au coût de production.
B. Au coût d'achat.
C. Au prix d'achat.
D. Au coût de distribution.

Q 34. La méthode du coût de revient complet par centres d'analyse permet :

- A. de calculer la rentabilité apparente de chaque produit.
B. de prendre la décision d'abandonner un produit dont le résultat analytique est déficitaire.
C. d'avoir une mesure fiable de la rentabilité de chaque produit.
D. de calculer le coût de revient de chaque produit en le décomposant par grande fonction (approvisionnement, production, distribution).

Q 35. L'unité d'œuvre correspond :

- A. à une clé de répartition.
B. à un lien supposé de cause à effet entre la dépense du centre et l'élaboration du produit.
C. au taux de rémunération de la main-d'œuvre.
D. au rapport entre les charges directes et indirectes du centre divisées par le nombre d'unités d'œuvre.

Q 36. Une clé de répartition possible pour imputer les frais de transport de matières premières dans une entreprise est :

- A. Le poids des produits transportés.
B. Le lot de produits transporté.
C. Le nombre de commandes.
D. Le nombre de chauffeurs-livriers.

Q 37. Les centres d'analyse regroupent :

- A. des charges indirectes uniquement.
B. des charges fixes et variables.
C. des charges directes et indirectes.
D. des charges fixes uniquement.

Q 38. Quelles sont les méthodes d'évaluation des sorties de «stocks autorisés» en comptabilité générale :

- A. La méthode du CMUE (Coût Moyen Unitaire Élargi).
B. La méthode du FIFO (First In - First Out - Premier Entré - Premier Sorti).
C. La méthode de coût standard.
D. La méthode du LIFO (Last In - First Out - Dernier Entré - Premier Sorti).

Q 39. La répartition primaire correspond :

- A. à la répartition des charges des centres auxiliaires dans les centres principaux.
B. à la répartition des charges directes et indirectes du compte de résultat dans les centres d'analyse secondaires.
C. à la répartition des charges indirectes du compte de résultat dans les centres d'analyse secondaires et principaux.
D. à la répartition des charges indirectes du compte de résultat dans les centres d'analyse principaux.

Q 40. La comptabilité traditionnelle par centres d'analyse pose problème en raison :

- A. de l'existence de centres de responsabilité.
B. de l'inadéquation de certaines unités d'œuvre.
C. de la croissance des charges fixes.
D. du développement de la production par lots et petites séries.

Q 41. L'indice de sécurité d'une société est de 0,30. Cet indice signifie que :

- A. la société est déficitaire.
B. aucune réponse n'est correcte.
C. le chiffre d'affaires peut baisser de 30% sans que la société devienne déficitaire.
D. la société sera bénéficiaire si son chiffre d'affaires est supérieur de 30% aux prévisions.

Q 42. Le seuil de rentabilité peut-être estimé :

- A. En coûts.
B. Par une date.
C. En chiffre d'affaires.
D. En quantité.

Q 43. Le recours à la sous-traitance a pour effet :

- A. d'augmenter les coûts variables.
B. d'augmenter les coûts fixes.
C. d'augmenter la marge sur coûts variables.
D. de diminuer les coûts fixes.

44. Les immobilisations sont évaluées au bilan à :

- A. leur valeur d'origine.
B. leur valeur résiduelle.
C. l'amortissement.
D. Aucune réponse.

Q 45. Le coût préétabli :

- A. est un coût prévisionnel.
B. est un coût constaté.
C. est toujours déterminé dans le cadre d'un budget d'exploitation.
D. peut être un coût standard.

Q 46. Les écarts sont toujours calculés :

- A. Au niveau de la production normale.
B. Au niveau de la production réelle.
C. Par la différence entre le coût réel et le coût constaté.
D. Les 3 propositions sont fausses.